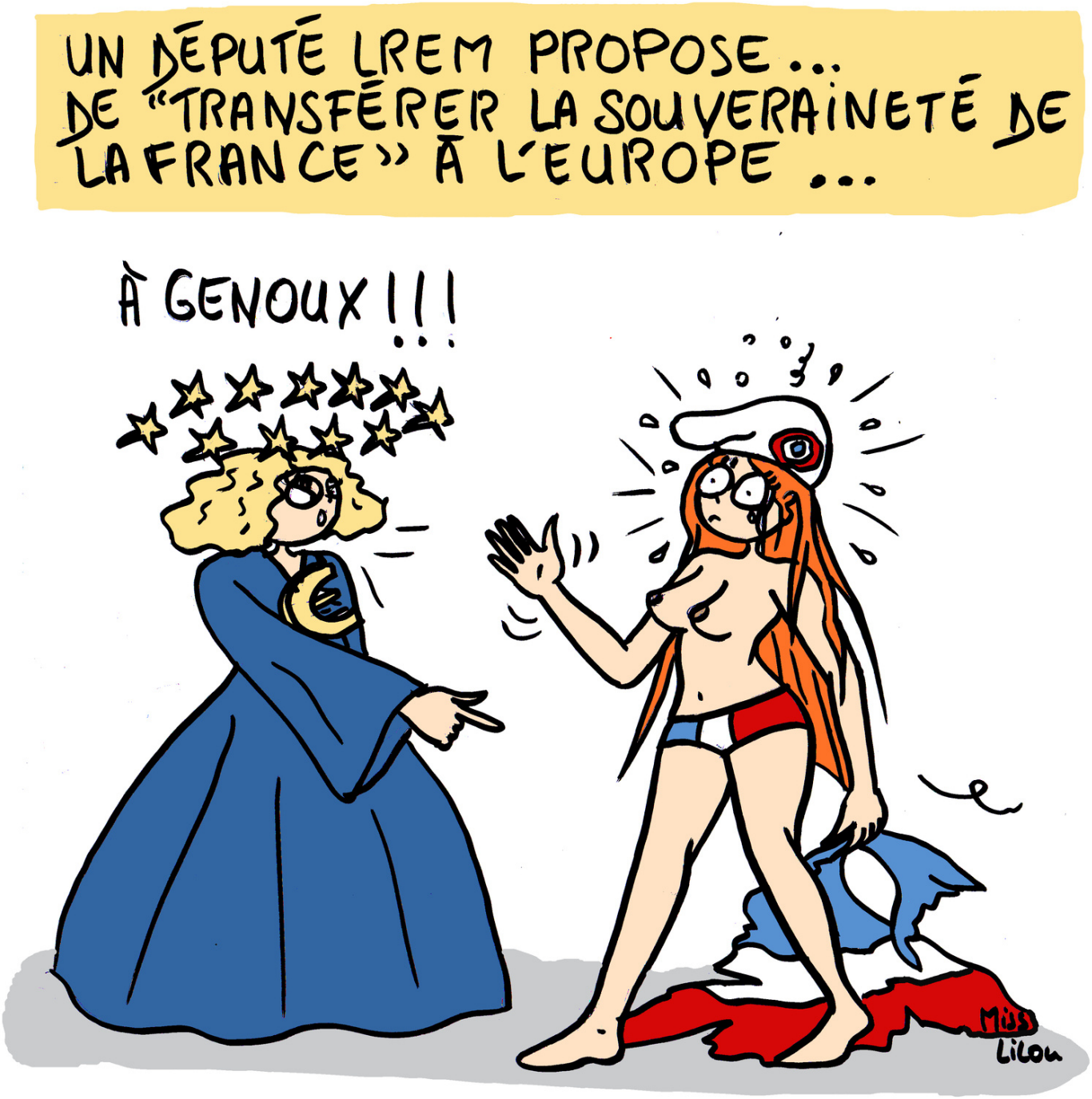
Européennes : peut-on s’étonner du fiasco démocratique ?

Le 02-06-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF



http://dessinsmisslilou.over-blog.com/

Communiqué du Bureau politique du Parti de la démondialisation

Le 2 juin 2019

Le spectacle est terminé, les tréteaux sont démontés, les grandes manœuvres ont commencé à Bruxelles pour la nomination des présidents de la Commission, du Conseil européen et de la BCE. Pour la forme les députés européens valideront le choix des chefs d'États et de gouvernements, mais c'est entre « grandes personnes » et dans le cadre des institutions néolibérales que les décisions importantes se prendront. Quant aux peuples, ils ont participé (enfin 50% d'entre eux) à la mise en scène ubuesque de la « démocratie » européenne. Malgré 34 listes en France, aucun suspens, seuls 6 partis remportent les sièges pour la France. Tous les partis qui ont présenté des listes ont accepté les règles du jeu européiste supranational : ils rêvaient d'occuper un strapontin au sein d'un système machiavélique qui décide de tout au mépris des citoyens,

conçu dès l'origine pour priver les citoyens de leur souveraineté.

Le néolibéralisme reste donc aux manettes. Les directives continueront de pleuvoir sur les peuples, les noyant sous les normes et les condamnant toujours plus à la privatisation des services publics, à la baisse du pouvoir d'achat, à la précarité, etc. Et surgiront de nouveaux traités de libre-échange négociés par la Commission européenne !
Décidément ces élections de pacotille n'auront rien changé. Mais nous ne sommes pas étonnés. Il n'y avait rien à en attendre sauf la liste des élus qui collaboreront à la feuille de route des prochaines défaites démocratiques et sociales. Sauf si…
En fait, comme d'habitude, aucune élection « européenne » n'a eu lieu mais 28 élections nationales. Ce glissement volontaire permet de ne pas parler de la véritable question qui est occultée : système supranational ou souverainetés nationales.

Les élections des députés au parlement européen se sont closes dimanche 26 mai. La participation repasse au niveau européen la barre des 50%, ce qu'elle n'avait pas fait depuis vingt ans. C'est vrai aussi en France où elle atteint 50,1% des inscrits, mais avec 47,9% d'exprimés en prenant en compte blancs et nuls. Ce sursaut de participation s'explique d'une part par la campagne médiatique pro-européenne orchestrée par l'UE, à laquelle participe la stratégie de LREM « gentils progressistes » contre « méchants nationalistes » pour « sauver l'Europe ». L'augmentation du nombre de votants s'explique aussi par le slogan « battre Macron » utilisé par de nombreuses listes qui s'est transformé en vote « utile » qui a bénéficié au RN, le mieux placé pour battre LREM, et en vote écologiste. On retrouve cet accroissement notable de participation dans les 2/3 des pays de l'UE (Pologne, Allemagne, Roumanie …) où existe un enjeu national de rivalité de pouvoir entre « conservateurs » et « libéraux », par ailleurs en accord sur les fondamentaux économiques néolibéraux, Le Pardem reviendra dans un prochain texte sur les résultats des élections dans les autres pays européens.
Le recul des abstentions est providentiel pour les europhiles qui n'ont pas manqué de l'interpréter comme une légitimation de l'Union européenne, ainsi que l'a déclaré sans vergogne Emmanuel Macron : *«Là où beaucoup pensaient que l'Europe était fatiguée, de moins en moins démocratique, nos peuples nous ont simplement dit qu'ils avaient envie d'Europe.»*

En France la bipolarisation LREM/RN s'installe avec la marginalisation des « partis historiques ».

La décomposition politique se poursuit en France. Le duo/duel RN/LREM occupe le terrain. Les autres sont relégués à des rôles de figurants.
Le RN, en tête, stabilise sa position de 2014 - élection européenne -, dans la foulée de 2017 et gagne même 573 818 voix par rapport à 2014 (+12%). Peut-on en déduire que la plus forte mobilisation des électeurs a bénéficié au RN ?
LREM, nouveau venu dans les élections européennes s'installe en ayant siphonné les voix de la droite. Toutefois, Macron qui s'est engagé dans la campagne, subit un échec symbolique en arrivant derrière le RN et, surtout, perd 3,6 millions de voix par rapport au premier tour de la présidentielle de 2017. Mais, comme c'était prévisible, il ne changera rien au « cap » de sa politique et a déjà annoncé une accélération des « réformes ». Sa prochaine cible est la digestion des écolos ! Il n'en fera qu'une bouchée !
EELV, surfant sur les marches pour le climat, retrouve son score de 2009. Yannick Jadot, certes, caracole en tête dans le dernier sondage d'opinion. Mais ce sera un déjeuner de soleil ! Rapidement ses électeurs constateront qu'il se paye de mots en ne remettant en cause ni le caractère antidémocratique et néolibéral de l'Union européenne, ni le libre-échange cause première des dérèglements climatiques et de la biodiversité.
LR qui a remplacé l'UMP, s'effondre. Sa stratégie de droite pure et dure ne lui a pas permis de ratisser sur les terres du RN, et a même provoqué un glissement vers LREM.
Laminés aussi, le PS et ses alliés de Place publique, marquant un peu plus la déliquescence de la social-démocratie. Dans la foulée Benoit Hamon disparaît.
LFI est au niveau du Front de Gauche des Européennes de 2014 mais subit un revers en perdant 5,6 millions de voix (-80%) par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. C'est une vraie claque pour les militants qui se sont engagés dans la campagne. C'est un désaveu complet de la direction de la FI et notamment de Mélenchon. Tous les ingrédients étaient réunis pour perdre : flou entretenu de la position de

LFI sur l'Union européenne, abandon du plan B, stratégie du « référendum contre Macron », retour de la stratégie en faveur de la gauche et non plus du peuple. En prime l'ambiguïté du « mouvement » de La France Insoumise se refusant à être un parti politique préférant être un magma ectoplasmique, un mouvement gazeux.
A droite comme à gauche, les règlements de compte ont commencé. Des têtes tomberont peut-être mais sans effet. Car la question clé reste celle de la souveraineté nationale et de la construction d'un rapport de force sans compromis avec toutes les forces néolibérales et leurs institutions.
Quant aux listes qui s'affirmaient anti-européennes, comme l'UPR ou les Patriotes, ou euro critiques comme Debout la France, la faiblesse de leur résultat confirme l'incohérence politique de leur candidature et son inefficacité. On ne peut pas critiquer l'Union européenne, voire appeler à en sortir, et participer à cette élection mascarade à un parlement-croupion sans pouvoir qui ne fait que servir d'alibi à des institutions anti-démocratiques ! Plus grave encore : leurs scores ouvrent la voie à tous les europhiles qui les interprètent allègrement comme un signe de l'opposition des Français au Frexit !
Et les Gilets jaunes ? Ce sont les grands absents de ces élections. Les trois listes qui s'en réclamaient n'ont rassemblé que 130 000 voix (0,27% des inscrits) et celles qui s'en sont réclamé abusivement (comme Les Patriotes et l'UPR) ont lamentablement échoué.
Le mouvement s'est partagé entre les abstentionnistes ayant compris que l'Union européenne est incompatible avec leurs revendications, et ceux qui, bien que conscients de la nocivité de l'UE, sont tombés dans le panneau du slogan « battre Macron », ce qui pour certains s'est concrétisé dans un vote sans issue (RN ou EELV).

Au niveau européen l'équilibre politique du parlement n'est pas modifié !

Malgré les apparences, le parlement européen reste dans les mains des mêmes : droite européenne, sociaux-démocrates et libéraux.
Dans la plupart des pays de l'Union européenne on assiste à la régression de la droite et de la social-démocratie, à l'effondrement de la gauche radicale, à une poussée des Verts et à la montée de l'extrême droite nationaliste sans que ce soit un raz-de-marée. Le groupe des libéraux va se gonfler des élus LREM-Modem, mais n'atteint pas l'hégémonie souhaitée par Macron. La conséquence est que la démocratie chrétienne (PPE) et la social-démocratie (S&D) n'ont plus la majorité à deux et que nous allons assister à des jeux d'alliance qui alimenteront les éditoriaux des médias mais ne changeront pas grand-chose à la réalité de l'Union européenne.

Après l'élection rien ne change en France…

Ceux qui rêvaient qu'après son échec aux niveaux national et européen, Macron se retirerait ou dissoudrait le parlement en sont pour leur frais. Dès le soir des élections, Edouard Philippe a annoncé qu'il maintenait le cap. Macron va continuer ses manœuvres pour assécher la droite. Après quoi il s'attaquera aux écolos. L'objectif est de remplacer la bipolarisation UMP/PS que nous avons subie pendant de longues années à la bipolarisation LREM/RN dont il pense qu'il sortira toujours vainqueur. D'ailleurs son calcul n'est pas irréaliste. La « gauche » sous toutes ses formes aime à appeler à voter contre « l'extrême-droite » et a largement contribué à mettre Macron sur le trône !

… sauf si !

Le mouvement des Gilets jaunes, c'est la révolte d'une fraction du peuple qui refuse de jouer le jeu. Ils ne veulent plus être considérés comme des moutons – des veaux, ont dit certains – qui subissent le système et sa violence.
Face à cela les partis au pouvoir ont répondu par la violence et la démagogie, les partis d'opposition par le mépris et la récupération. C'est vrai en particulier des partis de la « gauche radicale », qui après les avoir traité de beaufs, ont tenté de récupérer leurs revendications dans leurs slogans de campagne - comme le fameux « fin du monde, fin du mois, même combat » repris par LFI - tout en ne changeant rien à leur fonctionnement ni à leur agenda politique.

Les Gilets jaunes ont, dès le début, fait preuve de réticence – c'est un euphémisme – à l'égard des partis. Ils savent qu'ils ne peuvent pas compter sur eux pour trouver un débouché politique à leurs revendications. Le Pardem depuis le début soutient le mouvement, fait des propositions – lire Comment faire gagner les Gilets Jaunes ? – et continuera à le faire. Ses militants continueront à enfiler leur gilet jaune et participer aux actions du mouvement.

Plus que jamais il faut, pour abattre le néolibéralisme et mettre en place la démocratie, reconquérir la souveraineté nationale et populaire au sein de chaque nation, seule entité politique dans laquelle le peuple peut décider de son avenir qui ne se bâtit pas en concurrence avec celui des autres peuples mais en coopération.

Pour y parvenir il faut quitter toutes les instances supranationales telles que l'Union européenne et sa monnaie unique et l'OTAN, qui sont basées sur le rapt de la démocratie et la privation des peuples à décider de la société dans laquelle ils veulent vivre. Sortir de ces institutions supranationales n'est certes pas suffisant mais néanmoins un préalable nécessaire et incontournable pour la mise en oeuvre de politiques favorables au peuple.

La question est désormais ouvertement posée : quelle stratégie déployer pour y parvenir ? Il convient que tous ceux qui veulent la reconquête de la souveraineté travaillent d'arrache-pied à tracer le chemin de la libération nationale. Au-delà des querelles de chapelles mais sans compromis sur l'essentiel pour refonder la démocratie, revoir le fonctionnement des institutions nationales, démocratiser l'Etat, et ouvrir un nouvel espace d'initiatives au service de tous les perdants de la mondialisation néolibérale. Tel est l'enjeu prioritaire si nous ne voulons pas assister, impuissants, en 2022, à la répétition du scénario mortifère du duo/duel RN/LREM !

Le Pardem prendra sa place dans cette étape décisive dans l'intérêt des classes dominées.

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire